



LE MAGAZINE
DU CONSEIL GÉNÉRAL
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
www.cg64.fr

AÉRONAUTIQUE:
L'INDUSTRIE
AUX 10 000 EMPLOIS

LA MONTAGNE SE MET
À HAUTEUR DE QUARTIER

ANNE ETCHEGOYEN:
L'INSPIRATION BASQUE

TERRITOIRES

DES AIDES PLUS JUSTES POUR NOS COMMUNES





ÉDITO

DES AIDES PLUS JUSTES

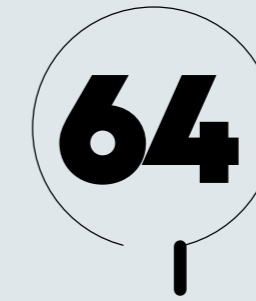
L'équité est le cœur battant de nos préoccupations. Donner à ceux qui en ont le plus besoin répond à notre souci permanent de ne laisser aucun de nos concitoyens sur le bord du chemin. C'est par exemple le sens des actions que nous menons au bénéfice des gens du voyage, afin notamment de leur garantir, comme tout un chacun, un droit au logement, à la santé, à l'éducation. Guidés par ce même principe, nous dotons nos collègues d'outils numériques personnalisés afin de maintenir les enfants, malgré leurs différences, dans une scolarité normale.

Si elles sont ciblées, ces mesures ne doivent pas faire oublier qu'elles participent à la cohésion de notre département tout entier. Elles tirent chacun de nous vers le haut. Il en est de même pour l'économie. En apportant aujourd'hui notre soutien aux entreprises performantes et innovantes, nous ensemençons les terres où s'épanouiront les emplois qui demain profiteront au plus grand nombre.

Toujours dans cet esprit d'équité, de solidarité et de développement harmonieux de notre département, nous venons de modifier en profondeur notre dispositif d'aide aux acteurs publics locaux. Cette réforme, à laquelle nous consacrons une grande part de ce magazine, va permettre une attribution plus juste de nos aides aux communes, à leurs groupements et à leurs syndicats. Elle s'inscrit aussi dans la démarche de dialogue qui préside à toutes nos actions. Parce qu'il n'y a pas de politiques efficaces sans l'adhésion du plus grand nombre. Ensemble, construisons un avenir meilleur. Pour tous.



Georges Labazée,
Président du Conseil général
Sénateur des Pyrénées-Atlantiques



SOMMAIRE

FÉVRIER-MARS 2013 / NUMÉRO 57



LES GENS D'ICI..... p. 4

Ils font la richesse et le dynamisme de notre département. Portraits express de cinq personnalités au caractère bien trempé.

ÇA BOUGE EN P.-A. !..... p. 6

Des engagements pour les jeunes, des bords de route plus naturels, un nouveau parking pour la Rhune... toute l'actu du CG 64.

SOLIDARITÉ(S)..... p. 10

Des toits au bout de la route

À Mourenx, les pavillons du quartier Labarthe accueillent les gens du voyage. Une réussite en termes d'insertion et de scolarisations.

Le numérique gomme les différences

Le Conseil général équipe spécialement ses collègues pour les enfants atteints de handicaps.

Devenir acteur de l'économie sociale et solidaire

La question d'entraide de ce numéro.

GRAND ANGLE..... p. 15

Pensée globale, action locale

Le Conseil général a revu son dispositif d'aide aux communes afin de mieux répondre aux besoins de chaque territoire.

CRÉATIVITÉ..... p. 20

Aérodrones met de l'intelligence dans l'air

La société installée à Bidart conçoit des solutions pour la surveillance aérienne.

L'aéronautique plein gaz

La principale industrie du département passée au scanner de notre rubrique « Secrets d'éco ».

UNE JOURNÉE AVEC..... p. 24

... Marie-Laure Claverie, pisteuse-secouriste

Nous avons accompagné l'équipe chargée de la sécurité des pistes de Gourette. Reportage.

CULTURE(S)..... p. 26

Anne Etchegoyen : l'inspiration basque

Fidèle à ses racines, la chanteuse prépare un nouvel album et lance un label de disques pour les artistes d'Aquitaine.

SPORTS..... p. 28

La montagne descend dans les quartiers

À Pau, une association met les Pyrénées à portée de main des populations.

64 Édité par le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

Pau : 64, avenue Jean Biray – 64058 Pau cedex 9

Tél. : 05 59 11 46 64

Bayonne : 4, allée des Platanes – 64120 Bayonne

Tél. : 05 59 46 50 50

www.cg64.fr – contawct@cg64.fr

Directeur de la publication : Georges Labazée

Codirecteur de la publication : Arnaud Villeneuve

Réalisé par la direction de la communication du

Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

Directeur : Jean-François Gazon

Rédacteur en chef : Vincent Faugère

Rédacteur en chef technique : Roland Denis

Photos : Jean-Marc Decompte, Mathieu Thomassin, DR

Direction artistique : Meanings – Tél. : 01 45 49 29 34

Impression : Maury Imprimeur, 45330 Malesherbes

Maury Imprimeur est impliqué dans la préservation de

l'environnement par ses certifications PEFC et Imprim'Vert.

Imprimé sur du papier PEFC dans le respect de l'Agenda 21 du

Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

ISSN : 1280-4312 – Dépôt légal : février 2013

LES GENS D'ICI

ILS SONT AGRICULTEURS, ARTISTES OU INDUSTRIELS, CITOYENS ENGAGÉS, PASSIONNÉS PAR LEUR ACTIVITÉ. ILS FONT LA DIVERSITÉ ET LA FIERTÉ DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES. **CINQ PORTRAITS** D'HABITANTS DU DÉPARTEMENT.



◆ HASPARREN. Camille Masson-Talansier,

artiste et commissaire d'exposition.

Elle parle avec un léger accent australien dans la voix. Camille Masson-Talansier, cinquantaine resplendissante, a passé près de la moitié de sa vie aux antipodes. L'artiste peintre revient s'installer ici après avoir dirigé un centre culturel en plein pays aborigène. « Leur art traduit une très forte relation charnelle à la terre, avec une notion particulière de l'espace, très aérienne » trace-t-elle. Pauvreté, alcoolisme et maladies psychiques frappent les Aborigènes. Camille Masson-Talansier est leur ambassadrice. « L'art les rend visibles aux blancs » éclaire-t-elle. Elle prépare actuellement une grande exposition qui tournera dans toute l'Australie cette année, avant la France et l'Europe.



◆ LACQ. Pierre Nerguararian, président de Chemparc.

Son dernier costume de directeur du groupe Total à Moscou à peine raccroché, Pierre Nerguararian a enfilé l'habit de missionnaire de la présidence de Chemparc. En retraité, bénévolement. « Je mobilise mes forces pour attirer des entreprises et créer des emplois » condense-t-il. L'ingénieur chimiste passionné, transmué en industriel visionnaire, conserve de sa carrière le souvenir « de relations humaines extraordinaires ». Après avoir couru le monde, le descendant de famille arménienne a replanté ses racines en Béarn, « sa terre d'accueil ». Entre marche et golf, il rouvre les bras à son accordéon. À 17 ans, il jouait salle Pleyel, devant une certaine Yvette Horner.

◆ LONS. DJ Bamby Brown, musicien.

Ambiance feutrée, lumières tamisées. Stéphane Hamida, alias Bamby Brown, reçoit dans son studio de travail. « Après 14 ans de DJ sur les scènes internationales, je me consacre désormais à la création » sourit le musicien né en 1978. Il publie aujourd'hui ses disques sur son label maison, DLF. L'art est aussi une arme civique. Stéphane Hamida, plombier-chauffagiste pour arrondir les fins de mois, reverse les bénéfices de concerts à des fonds d'aide à l'enfance. « Amusez-vous, mais prenez soin de la terre » milite-t-il aussi. Cet hiver, DJ Bamby Brown est en résidence à Gourette, au Snow K'Fé. L'occasion d'écouter sa techno house raffinée. Une musique qui parle « aux jambes, au cœur et à la tête ».



◆ ARGAGNON. Deborah Charlemagne,

agricultrice.

« La vie est faite pour le changement, pour bouger et réaliser de nouvelles choses. » Âme voyageuse et tête chercheuse, Deborah Charlemagne est l'une des pionnières de la culture biologique de la spiruline, micro-algue aux riches propriétés nutritives qu'elle cultive sur son exploitation. « La vie de laboratoire n'était pas faite pour moi » claque la biochimiste de formation. Elle vit au grand air, en Béarn, où elle a suivi son amour d'apiculteur. Mère de trois filles, Deborah Charlemagne voit dans la spiruline une solution à la malnutrition dans le monde. L'imagination fertile, elle réfléchit aujourd'hui à une barre de céréales qui intégrerait l'aliment prodigieux.



◆ SAUVAGNON. David Morazin, comédien et metteur en scène.

Il aura attendu 33 ans. « J'ai longtemps tourné autour de l'art sans jamais l'approcher » raconte David Morazin. Adolescent, pourtant, un premier contact avec les planches le grise. Puis, rideau. Il faut vivre. Défilé de métiers : barman, aide géomètre, militaire, garagiste... Il débarque en Béarn en 2000, « pour le soleil ». Il y trouve sa lumière. Premiers cours et, très vite, premiers rôles. Révélation : « le théâtre permet de montrer ce qui ne se voit pas, ce qui fait nos existences. » Aujourd'hui, avec sa compagnie Tout droit jusqu'au matin, il met en scène *Le journal de Grosse Patate*, une pièce pour enfants. Mais pas forcément ce qu'on imagine. « L'art, il faut que ça dérange, sinon, quel intérêt ? »



ÇA BOUGE EN P.A!

DES ENGAGEMENTS POUR LES JEUNES, DE NOUVEAUX SERVICES DE TRANSPORT À LA DEMANDE, DES BORDS DE ROUTE PLUS NATURELS, UN NOUVEAU PARKING POUR LA RHUNE, DES ÉQUIPES DE DÉNEIGEMENT SANS FRONTIÈRE...

VOICI **14 BONNES NOUVELLES** POUR TOUS LES HABITANTS!

Retrouvez toute notre actualité sur www.cg64.fr



SENSIBILISATION

TRAVAIL : LE HANDICAP SE MET EN SCÈNE

Le rôle est tenu par le comédien Frédéric Lecat. « Un handicapé dans mon équipe ? Ah non, je veux un collaborateur en pleine possession de ses moyens ! » Volontairement provocateurs, ces propos fictifs pourraient illustrer la réaction d'un chef de service. La mise en scène a été réalisée dans le cadre d'une formation organisée par le Conseil général pour ses agents. « Les préjugés et les idées reçues sur le handicap sont nombreux. Au travers de l'outil théâtre, nous grossissons légèrement les traits pour faire prendre conscience de certains dysfonctionnements ou comportements maladroits. Notre objectif est d'éclairer le regard de chacun. On peut être handicapé et travailler normalement ! » appuie Frédéric Lecat. Sa compagnie parisienne, Théâtre à la Carte, est spécialisée dans les programmes de sensibilisation à la différence. « Entre le handicap

physique et celui qu'on ne voit pas, les écarts sont très grands. Seules 3 % des personnes handicapées sont en fauteuil roulant » souligne le comédien. La formation, suivie par quelque 80 agents volontaires à Pau, Salies-de-Béarn ou Bayonne, s'inscrit dans le cadre des actions menées par le Conseil général pour intégrer des personnes en situation de handicap. Le but est aussi de faire connaître aux agents en situation d'inaptitude les mesures qui leur permettent de poursuivre leur carrière. Aujourd'hui, le Conseil général emploie 4,40 % de personnes en situation de handicap. Son objectif est d'atteindre un taux de 6 % en 2014. « Dans les Pyrénées-Atlantiques, 2500 personnes sont reconnues travailleurs handicapés » rappelle le président Georges Labazée. « Pour elles, l'accès à l'emploi est deux fois plus long. Aussi, il est nécessaire de développer des outils de sensibilisation et de montrer l'exemple. » ■

FAMILLE

Un foyer pour les jeunes mères

La première pierre vient d'être officiellement posée. Un nouveau foyer maternel ouvrira ses portes à Lons fin 2013. Il pourra accueillir simultanément une quinzaine de mères en difficulté sociale, enceintes ou avec enfant. Il comprendra chambres, studios, appartements T3, salles de vie et bureaux. Ce nouvel équipement du centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF) remplacera le foyer des Tourelles à Pau, devenu trop exigu.



SERVICES PUBLICS

Conseil général : un troisième site

À l'étroit dans les murs de l'hôtel du département à Pau, le Conseil général va étendre ses bureaux à Billère. Devenu officiellement propriétaire de l'ancien bâtiment d'EDF en décembre dernier, il prévoit d'y installer à terme 160 à 180 agents. Des travaux de rénovation et d'aménagement seront engagés au préalable, pour une livraison prévue en 2016. Le président Georges Labazée veut faire de cette nouvelle adresse « une pépinière sociale, un site représentatif de la solidarité départementale, ouvert aux usagers ». Billère constituera le troisième site du Conseil général, après l'hôtel du département à Pau et la délégation de la Nive, à Bayonne.



PETIT TRAIN DE LA RHUNE

LES VOITURES PLUS À L'AISE !

C'est le site touristique le plus visité du département et l'un des plus prisés d'Aquitaine. Le petit train de la Rhune était cependant victime de son succès. L'afflux des véhicules et le stationnement sauvage rendaient dangereux les abords de sa route d'accès. Pour y remédier, le Conseil général a réalisé un parking d'une centaine de places supplémentaires qui ouvrira fin mars. Le petit train de la Rhune, dont la gestion était déléguée à une entreprise privée depuis 1994, est revenu sous les commandes du Conseil général en octobre dernier. Chaque année, il transporte 350 000 à 400 000 voyageurs du col de Saint-Ignace au sommet de la Rhune.

CHARTRE DU CONSEIL GÉNÉRAL

Le 64 avec ses jeunes

Les 11-25 ans l'attendaient et le Conseil général l'avait promise. Elle arrive. La charte d'engagement en faveur des jeunes est présentée ce jeudi 28 février à Bayonne* par le président Georges Labazée. Elle fixe les nouvelles orientations départementales et précise les premières actions mises en œuvre en 2013. « Cette charte traduit nos engagements sur l'ensemble des préoccupations qui ont été exprimées par les jeunes : avoir un toit, une qualification, pouvoir vivre sa passion, vivre ici mais aussi découvrir d'autres horizons, être en bonne santé, concrétiser ses engagements » affirme Arnaud Villeneuve, conseiller général de Tardets, chargé de la jeunesse.

On sait que cette charte s'appuie sur la création de mesures en faveur des jeunes. Un billet à deux euros ouvre déjà toutes les lignes interurbaines du département aux moins de 26 ans. Dans les mois à venir, le Conseil général va également renforcer, sous conditions, les aides au permis de

conduire, au Bafa ou à la mobilité internationale des étudiants et jeunes travailleurs. Il va également continuer à embaucher des jeunes dans le cadre des emplois d'avenir. Il va faciliter leur accès aux stages en entreprise et accentuer la lutte contre le décrochage scolaire. Les dispositifs d'aide aux initiatives des jeunes seront également plus facilement accessibles.

Voulue et pilotée par le Conseil général, cette charte est le fruit d'une large réflexion. État, région, organismes sociaux, caisses d'allocations familiales et université y sont associés. Elle tient compte de la parole même des 11-25 ans qui ont pu s'exprimer lors des Assises de novembre. Auparavant, des ateliers avaient été menés avec les professionnels de terrain. Ce processus de concertation se poursuivra sur la durée. Et un événement dédié aux jeunes sera organisé chaque année. ■

* Jeudi 28 février à 14 heures, au théâtre de Bayonne. Entrée libre.



TRANSPORTS

Arzacq et Nay à la demande

Et de trois ! Après Lacq, ce sont Arzacq et Nay qui lancent leurs services de transports à la demande en ce début d'année. Pour deux euros, on peut se rendre à Arzacq ou Mazerolles depuis chaque bourg de la communauté de communes. Les navettes roulent les lundis, mercredis et vendredis. Pour tout le pays de Nay, du lundi au samedi midi et toujours pour deux euros, le réseau dessert Nay, Coaraze, Bénéjacq ainsi que les marchés de Bordes et d'Arros-Nay. Les points de prise en charge sont des arrêts de lignes régulières ou scolaires. Pour les deux services, les personnes âgées ou à mobilité réduite sont prises en charge à leur domicile. Pour tous les usagers, les réservations sont obligatoires au 0800 64 24 64.



SOLIDARITÉ

Le Conseil général auprès des détenus

La visite est restée discrète mais elle fait date. Georges Labazée s'est rendu auprès des détenus de la maison d'arrêt de Bayonne en décembre. Pour la première fois, le Conseil général s'est en effet associé à l'opération Tous en fête, menée par la Croix-Rouge et soutenue par la fondation Française des jeux. À cette occasion, les détenus étaient invités à participer à un concours de création artistique. La remise des prix a été ponctuée par un récital de la chorale Arrantzaleak et par un repas pris en commun, cuisiné par un détenu qui suit une formation en hôtellerie.



MONTAGNE

LE DÉNEIGEMENT N'A PAS DE FRONTIÈRE

Le rendez-vous est bien rodé. Tous les soirs à 19 heures, du 1^{er} novembre au 30 avril, la frontière est le point de rencontre entre les hommes du centre de déneigement de La Pierre-Saint-Martin et leurs homologues espagnols. Ils préparent leur journée du lendemain, anticipent le travail de nuit. Objectif : assurer l'ouverture de la route de 6 heures à 19 heures « *Beaucoup de skieurs espagnols se rendent à La Pierre-Saint-Martin. La priorité de nos équipes techniques est de garantir l'accès à la station* » pointe Jean-Claude Coste, conseiller général d'Aramits, délégué à l'économie montagnarde. Si des conditions extrêmes menacent la sécurité des automobilistes, la route est alors fermée. Espagnols et Français coopèrent depuis plus de 20 ans et jouent à saute frontière dans le cadre du protocole signé entre le gouvernement de Navarre et le Conseil général. Leur mission est d'assurer le déneigement entre la station de Ferial et celle de La Pierre Saint-Martin. Une coopération similaire est également en place au col du Pour-

talet, via le groupement européen de coopération transfrontalière Espace Pourtalet, signé avec le gouvernement d'Aragon. « *Cette collaboration en matière de viabilité hivernale sera renforcée par la création, aux anciennes douanes espagnoles du Pourtalet, d'un centre de déneigement transfrontalier dont les travaux débiteront cet été* » annonce Marie-Pierre Cabanne, vice-présidente chargée de la coopération transfrontalière. Du côté de La Pierre-Saint-Martin, les agents du département se relaient par équipes de quatre à six personnes pour inspecter ou déblayer le bitume au volant de leurs engins : fraise, saleur pousseur, chargeur... « *En altitude, les conditions climatiques évoluent très vite. Ce qui est vrai à 9 heures du matin ne l'est plus à midi* » rappelle Jean-Claude Coste. « *Parfois, alors que les chutes de neige sont peu abondantes, le vent provoque la formation de congères de plusieurs mètres qui bloquent la route. Les équipes sont donc amenées à réagir très vite.* » Ce qu'elles font, des deux côtés de la frontière. ■

VACANCES

Hola muchachos! bientôt les « colos »

Comment s'amuser, rencontrer des enfants espagnols et progresser dans la langue de Cervantès ? En participant aux jolies colonies de vacances transfrontalières organisées par le Conseil général et la diputación de Guipuzkoa. Qu'on se le dise, elles sont ouvertes à tous les enfants des Pyrénées-Atlantiques, de 12 à 15 ans. Seul critère : avoir choisi l'espagnol en langue vivante. Deux séjours sont organisés en juillet et août, l'un côté espagnol pour les 12-13 ans, l'autre côté français pour les 14-15 ans. Sur dix jours, ces colos accueillent chacune une trentaine de collégiens des deux pays. Le prix est de 220 euros. Inscriptions avant le 15 avril. Renseignements au 05 59 46 51 25 ou sur cg64.fr.



INTERNET

Les pêcheurs mordent à la carte

Les Pyrénées-Atlantiques aiment la pêche. Le département compte 23000 pratiquants, plus de 7000 km de cours d'eau et quelque 25 espèces piscicoles y sont recensées, dont la fario et le saumon. Cette année, l'ouverture a lieu le 9 mars pour la truite. Il faudra attendre le 1^{er} mai pour le black-bass, le brochet et le sandre. Pratique et rapide : les cartes 2013 sont désormais disponibles sur internet. Chaque pêcheur peut y choisir l'une des 19 associations (AAPPMA) à laquelle il veut adhérer. Il imprime ensuite lui-même sa carte. Le paiement s'effectue en ligne. Les habituels dépositaires continuent bien entendu d'assurer la délivrance des cartes, de la main à la main. www.cartedepeche.fr

Langue basque

Hurtzaindegiak hirietan bezala kanpainetan

Iholdi-Oztibarreko hamahiru herrietan : Arantsusi (74 herritar), Armendaritze (393), Bunuze (156), Donaixti (253), Hosta (77), Ibarla (100), Iholdi (527), Irisarri (899), Jutsi (235), Landibarre (297), Izura/Azme (203) eta Suhuskune (199). Denek elkarri esku emaiten diote hurtzaindegiaren dozierean. Herri Elkar-goak, Familien Laguntza Kutxak (CAF), Laborarien Laguntza Kutxak (MSA), departamenduak eta, nola ez, burrasoek berek, hauek baitute montatua « ttipientzat » elkarte espresuki horretarako. Hamahiru herritan banatuak diren familia gazteei hurtzaindegi baten eskaintzea doi bat konplikatua izanki, goragoko entitate horiek denak bildu dira aski usu, elkargoko kartaren inguruan. Bi gune hautatu dituzte : Izura-Azme eta Iholdi. Bakoitzean eraikin bat hautatu eta haurrak hartzeko behar bezala atondu, orain garbitasun eta seguritate legeek dituzten exijentzia guztiak beterik. Kontseilu orokorrak baimena eman du, batean eta bestean hamar haur errezibitzeko. Izura-Azmeko hurtzaindegi jada kasik bete da, Izura-Seinulian. Edukatzaile batek, haur zain batek eta animatzaile batek bixonatzen dituzte haurrak, bi hizkuntzetan, frantsesez bezala euskaraz aritzeko behar diren ageriak eskutan dituzte, euskararen Erakunde publikoak emanim, orrazadura linguistikoko pare bat AEK helduei euskara erakusten dien elkartean egin ondoan. Iholdi-Seroretara biltzen diren haurrak, berdin berdina goxatuak dira. Animatzailek ikasia dute Iholdiko xaharretxearen bidea, noizean behin

haurrak amatxi edo amasotua direnekin ari dira solasean, ikasi berria duten kantua kantatzen diote, xaharrei izarrak ikusten zaizkie begietan.



Treize petits villages bichonnent leurs crèches

Tous ensemble ! Treize villages se donnent la main pour bichonner les deux crèches halte-garderie d'Iholdy et Ostabat-Asme. Un trio bilingue, composé d'une éducatrice, d'une auxiliaire-puéricultrice et d'une animatrice, accueille les enfants dans chaque structure. ■

SOLIDARITÉ

Des services en espagnol

Français, basque et espagnol. À l'accueil de la maison de la solidarité d'Hendaye, la secrétaire est trilingue. Ici, près de la moitié des personnes reçues est hispanophone. Ce sont des travailleurs ibériques touchés par la crise de l'emploi qui sont venus s'installer de ce côté de la frontière. Ils viennent pour des aides sociales, la compréhension de documents, une information. Ce qui amène les services du Conseil général à s'adapter. Une formation à l'espagnol est spécialement organisée cette année pour les personnels de Saint-Jean-de-Luz et Hendaye. Ces derniers échangent déjà avec leurs homologues du Guipuscoa, afin que chacun comprenne comment fonctionnent nos deux pays. Et oriente mieux les usagers.

LOISIRS

Des villages Kibouge

Un cours de danse rock à Pontacq, un stage de béarnais à Gan, un marché à Assat, un concert de jazz à Pau... Les bonnes adresses et le calendrier des événements du département se trouvent sur Kibouge.fr. Lancé en 2011 par le Gantois Nicolas Desilles, ce site participatif ouvre directement ses pages aux associations, organisateurs de spectacles ou producteurs locaux. « *Notre but est d'offrir une visibilité à tous ceux qui n'en ont pas et de faire vivre les petits villages* » résume le fondateur. Géré sous forme associative, Kibouge.fr développe ce même type de services ailleurs en France.

ENTRETIEN DES BORDS DE ROUTE

UNE CAMPAGNE AU NATUREL

Au printemps, 60 panneaux vont fleurir sur le bord des routes départementales. Avec ce message : « Moins d'herbe coupée = nature et sécurité préservées ». Depuis l'an dernier, le Conseil général et ses agences techniques réduisent leurs campagnes de fauchage. Objectif : diminuer la consommation de carburant des machines et ralentir l'usure des outils. Autre cible des équipes : le zéro phyto. Que's aco? Ne plus utiliser aucun produit phytosanitaire pour l'entretien des 4000 km de bord de routes départementales. Et préférer des techniques alternatives. De 1435 litres de désherbants chimiques en 2005, on est déjà passé à 455 litres en 2012, soit une réduction de 68 %!



Le quartier regroupe une trentaine de familles qui ont choisi de se sédentariser.



GENS DU VOYAGE

DES TOITS AU BOUT DE LA ROUTE

LA COMMUNAUTÉ DES GENS DU VOYAGE DE MOURENX VIT AUJOURD'HUI DANS UN QUARTIER DE MAISONS INDIVIDUELLES. UNE RÉUSSITE EN MATIÈRE D'INSERTION ET DE SCOLARISATION.

Oublié le terme de « *camp des gens du voyage* ». À Mourenx, on parle désormais du quartier Labarthe. Autour d'un terre-plein central se dressent 14 logements, avec leurs murs blancs et leurs volets bleus. Stationnées devant, les caravanes n'ont pas disparu. Elles accueillent les nuitées d'une partie de la famille. « *On se sent bien, on vit mieux, on peut faire la cuisine au chaud et vivre comme tout le monde* » témoigne une mère de famille qui a connu les hivers passés les pieds dans la boue. La communauté regroupe une trentaine de familles. « *Elles ont choisi de se sédentariser. Cependant, elles n'étaient pas prêtes à intégrer un logement social classique car cela aurait signifié un abandon de leur culture* » pointe Véronique Otazu-Toulet, chargée de suivre le projet pour la communauté de communes de Lacq.

Des enfants plus attentifs et moins fatigués

À quatre kilomètres de là se trouve l'école primaire de Mourenx-bourg. Sur les 92 élèves, 43 viennent du quartier Labarthe, soit la quasi-totalité des enfants en âge d'être scolarisés. « *Depuis la construction des maisons individuelles, le changement est notable. Les enfants sont moins fatigués et plus attentifs en classe* » souligne la directrice Pascale Mérino. L'enseignante a effectué sa scolarité dans cette école à une époque où la communauté des gens du voyage ne s'était pas encore fixée. Pour Pascale Mérino, l'assiduité scolaire est clairement liée à la sédentarisation des familles. « *Les enfants effectuaient leur rentrée beaucoup plus tard, quand les familles revenaient des vendanges. De même, ils quittaient l'école fin avril au début des missions évangéliques* » rappelle-t-elle.

Intégrer les coutumes de la communauté

La directrice savoure le chemin parcouru. « *Nous sommes fiers des énormes progrès accomplis. C'est le fruit d'un long travail de l'équipe pédagogique. Les enfants rentrent*



PAROLE D'ÉLUE

« *Il n'y a pas un principe de solidarité qui serait valable pour les uns et qui ne le serait pas pour les autres. Les gens du voyage doivent pouvoir bénéficier des droits garantis à tous, notamment en matière de logement. C'est le sens du nouveau schéma départemental des gens du voyage que nous avons voté et dont l'état est cosignataire. Au-delà des obligations légales qui sont les nôtres, nous engageons, avec tous nos partenaires, des actions fortes pour développer un habitat adapté, pour assurer la scolarisation des enfants, pour accompagner l'insertion, pour garantir un accès à la santé. Tout cela n'est possible que dans un cadre d'écoute, de compréhension mutuelle et de dialogue avec les gens du voyage.* »

Natalie Francq, vice-présidente chargée de l'Agenda 21, conseillère générale de Pau-ouest.

peu à peu dans la norme même si, en classe, ils ont besoin de bouger ou de se lever beaucoup plus que les autres » sourit-elle. « *Les familles prennent peu à peu conscience de ce que peut leur apporter l'école. Des pères de famille qui voulaient travailler dans les usines du bassin n'y sont pas parvenus en raison de l'illettrisme. Aujourd'hui, ils ne veulent pas que leurs enfants subissent la même chose.* » Le cas du quartier Labarthe est aujourd'hui montré en exemple. Projet pilote, il a été attentivement suivi par des élus venus d'autres territoires. L'un des secrets de cette réussite est la prise en compte des habitudes de vie de la communauté. « *Au milieu de l'anneau central, les familles peuvent griller des viandes comme c'est souvent la coutume chez les gens du voyage* » cite en exemple Véronique Otazu-Toulet. Un indispensable travail de médiation et de mise en confiance mutuelle a surtout été mené. « *Les services techniques continuent de se rendre régulièrement dans ce quartier dont il faut noter qu'il est très bien tenu* » poursuit Véronique Otazu-Toulet. « *Et aujourd'hui, nous avons établi une relation de proximité avec les habitants.* » ■

► UN LOYER MENSUEL

Chaque résidant du quartier Labarthe s'acquitte d'un loyer de 250 euros par mois auprès de la communauté de communes de Lacq, bailleur des logements. Ces versements permettent de couvrir les fonds engagés initialement par la collectivité.

► POUR UN ACCÈS AUX DROITS ÉLÉMENTAIRES

Le Conseil général est l'un des acteurs majeurs en matière d'intégration et d'accompagnement social des gens du voyage. Il cofinance notamment les aires d'accueil et les opérations d'habitat sédentaire. Il met également en place des actions en matière de santé, de scolarisation et d'insertion professionnelle. Le Conseil général vient d'établir son nouveau schéma départemental de l'accueil et de l'habitat des gens du voyage. L'une de ses priorités est de favoriser l'accès des communautés aux droits pour tous, notamment l'accès au logement et au crédit bancaire.

ÉDUCATION

LE NUMÉRIQUE GOMME LES DIFFÉRENCES

Pour les collégiens atteints de handicap, suivre une scolarité normale est désormais possible. Grâce au travail de leurs professeurs et à l'arrivée des outils numériques.

Au collège Aturri de Saint-Pierre d'Irube, Thomas, élève déficient visuel en classe de sixième, suit les cours au même rythme que ses camarades. Il est équipé d'une tablette numérique. « *Auparavant, je devais lui fabriquer un matériel pédagogique sur mesure. J'agrandissais les textes et les images au photocopieur. Tout cela relevait un peu du système D et créait un décalage dans le suivi du cours. Grâce à la tablette, je peux prendre une image en photo, l'agrandir et la présenter à Thomas en simultané* » sourit Christelle Lessage,

assistante de vie scolaire qui accompagne Thomas en classe. Pour le jeune garçon, c'est une nouvelle vie qui s'ouvre. « *J'avance beaucoup plus vite. Je peux même utiliser la tablette en sport ! Mon professeur a numérisé ses fiches et je peux visualiser les exercices de gym à réaliser.* »

Des élèves plus autonomes

Le Conseil général fournit tout le matériel nécessaire aux classes d'enseignement adapté des collèges du département : tableaux numériques, tablettes tactiles, scanners ou logiciels

de synthèse et de reconnaissance vocale. Ces équipements sont installés avec le concours de l'agence départementale du numérique (ADN 64) et en étroite collaboration avec les équipes pédagogiques.

À la cité scolaire Edmond-Rostand de Biarritz, dans la salle de classe de Thierry de la Hera, l'indispensable tableau numérique voisine avec un ordinateur portable, deux dictaphones et un scanner à main. Les douze élèves atteints de troubles des fonctions motrices en font un usage quotidien. « *Ces outils présentent deux avantages majeurs : pour les enfants, ils font*



Clara, élève dyslexique, avec son micro et son logiciel de reconnaissance vocale.

passer l'incapacité au second plan et, pour nous, le gain de temps est énorme. Le numérique dynamise l'enseignement et captive ces jeunes » s'enthousiasme le professeur.

Sa collègue, Sylvie Hernandez, travaille aux côtés d'élèves atteints de dyslexie. Pour certains, la lecture et l'écriture sont difficiles. Un logiciel de synthèse vocale permet à Julien de contourner ce problème. Ses écouteurs sur la tête, il sélectionne le texte sur l'écran et, dans l'instant, l'ordinateur envoie dans ses oreilles la lecture. Clara, elle, parle dans un micro relié à son ordinateur et le logiciel de reconnaissance vocale retranscrit ses paroles sur la page blanche.

Dans le cas de Julien, l'enseignante teste une application qui permet d'espacer les lettres et les mots, selon les recommandations des spécialistes de la dyslexie. L'orthophoniste qui suit le jeune garçon a déjà constaté des progrès de lecture. Au collège Clermont de Pau, Maïté Suarez, enseignante, fait le même constat. « *Nos élèves sont tout à fait capables d'organiser leur pensée, mais l'acte de rédaction les empêche de mettre leurs connaissances en place* » analyse-t-elle.

Le collège palois accueille également 11 élèves malentendants. Ils sont accompagnés par Marie-Pierre Martin, enseignante spécialisée en surdité et traductrice en langue des signes. « *Afin de compléter l'enseignement dispensé en classe, j'utilise la vidéo. Je me filme en train de présenter en langue des signes des cours ou des exercices*

que les enfants peuvent ensuite visionner chez eux. C'est une langue en mouvement, en 3 D. Le multimédia y est donc parfaitement adapté. Grâce à l'animation vidéo, les élèves rattrapent des informations qu'ils auraient pu rater » se réjouit l'enseignante.

L'arrivée de l'outil numérique ouvre de nouveaux horizons scolaires aux élèves en situation de handicap et leur permet d'oublier leur différence. Ce que résume Maïté Suarez : « *Le grand avantage du numérique, c'est qu'il leur donne de l'autonomie* ». Un énorme pas en avant. ■

Grâce à une tablette tactile, Thomas, déficient visuel, suit une scolarité ordinaire.



Béarnais-gascon-occitan Graphie classique

Quan los collègis e vieren numerics

L'emplec de las tecnològias numericas qu'ei a desvolopàs dens los collègis publics. Qu'ei la fruta deu plan «collègi numeric 64» miat peu Conselh generau en colaboracion dab l'Educacion nacionau e l'Agèncià Departamentau deu Numeric. Dejà, despuish dus ans, los establiments que son passats a la fibra optica en plaça de l'ADSL.

Per çò qui ei de l'equipament, totas las salas de classa que dispausaràn d'un video-projector e ua sala de dus que dispausarà d'un tablèu numeric. En mei d'açò, lo Conselh generau qu'avia ua mesa a nivèu deus hialats numeric e electric deus collègis. Que hica tanben a la lor disposicion de personaus sons entà assegurar ua mantença informatica.

Los collègis que deven tanben signar un «contracte numeric» dab lo Departament. Que son contractes de tres ans qui garanteishen un sostien financèr entà un projècte numeric qui acompanha lo projècte d'establiment. Que pòt servir per exemple (com au collègi Marracq a Baiona), a desvolopar l'utilizacion de la Musica Assistida per Ordenador (MAO) en finançar la crompa de materiau e de logiciaus adequats. En mei d'aqueths contractes de tres ans, lo Conselh generau que lança tot an un aperet a projèctes numerics innovants.

Le numérique entre au collège

Le plan Collège numérique64 lancé par le Conseil général vise à développer l'usage des nouvelles technologies numériques au sein des collèges. Le département accompagne les établissements par l'achat de matériel dernier cri, une mise à niveau de ses réseaux numériques et électriques ainsi qu'une maintenance informatique permanente. Cet accompagnement concerne aussi des projets de développement numérique proposés par les chefs d'établissement.



Une voix de synthèse permet à Julien de comprendre le texte affiché à l'écran.

► 20 CLASSES ULIS DANS LE DÉPARTEMENT

Le département compte 20 unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis). Les élèves des classes Ulis alternent les cours en milieu scolaire ordinaire et un apprentissage adapté. Toutes ces classes sont équipées, au minimum, d'un tableau numérique.

Les Pyrénées-Atlantiques accueillent aussi une classe en dispositif Pass (pôle pour l'accompagnement à la scolarisation des jeunes sourds). L'enseignement dispensé en classe ordinaire y est complété par une traduction et une communication en langue des signes.

Devenez acteur de l'économie sociale et solidaire

QUESTION D'ENTRAIDE !!!



PAROLE D'ÉLUE

« Nous aidons l'économie sociale et solidaire à s'inscrire dans le paysage départemental où elle représente déjà 12 % des emplois. En soutenant l'ESS, nous promovons un entrepreneuriat différent, démocratique et responsable. Notre action consiste également à favoriser l'émergence de nouvelles structures, dans l'ensemble des secteurs économiques et sociaux. L'ESS est peu connue du grand public. Nous travaillons donc à lui donner une plus grande visibilité. Il est important de faire prendre conscience à chacun des différences que porte l'ESS et surtout de cultiver ces différences. »
Marie-Christine Aragon, déléguée à l'économie sociale et solidaire, conseillère générale de Bayonne-est.

Voici quelques pistes pour tous ceux qui souhaitent s'investir dans de nouveaux modèles de consommation et d'engagement citoyens.

► QU'EST-CE QUE L'ESS ?

L'économie sociale et solidaire (ESS) place l'épanouissement de l'homme et l'utilité sociale avant le profit marchand. Constituée d'associations, coopératives, mutuelles et fondations, elle rassemble des structures qui se définissent, par leurs statuts, comme des groupements de personnes, et non de capitaux, porteurs d'un projet collectif. En mettant en place des formes d'organisation alternative, l'ESS vise à construire une économie basée sur des principes d'équité, d'égalité et de solidarité.

► MANGER BIO ET LOCAL

Les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) favorisent les petites exploitations locales en créant un lien direct entre le producteur et le consommateur. Ce dernier s'engage par avance à acheter régulièrement, et à un prix équitable, un panier de produits bio ou respectueux de l'environnement.
amap-aquitaine.org

► AGIR EN BÉNÉVOLE ASSOCIATIF

Le certificat de formation à la gestion associative (CFGGA) valide votre savoir-faire acquis lors d'activités bénévoles. Il permet l'exercice de responsabilités dans la gestion administrative, financière et humaine d'une association.
reseaupal.com

► RÉEMPLOYER ET RECYCLER

Vos vêtements inutilisés peuvent contribuer à créer des emplois, être portés par d'autres personnes ou être valorisés à 90 %. L'électroménager, le matériel informatique, les engins de motoculture, vélos et autres équipements sportifs peuvent également connaître une seconde vie et participer à la création d'emplois.
lerelais.org - envie.org - recycleco.fr

► ÉPARGNER SOLIDAIREMENT

L'épargne et la finance solidaires vous engagent dans une démarche de citoyenneté économique. Placé dans des fonds spécifiques, votre argent sert à financer des projets de développement éthique. C'est par exemple le cas du livret Agir Aquitaine Solidaire.
aquitaineactive.org



PAROLE D'EXPERT

« L'économie sociale et solidaire est une alternative à la logique lucrative et spéculative. Elle répond à des besoins sociaux croissants, notamment au travers des mutuelles et des associations. Elle permet aussi l'émergence de nouvelles façons d'entreprendre, sous la forme des coopératives par exemple. Ces dix dernières années, les emplois de l'économie sociale et solidaire ont augmenté de 23 %, contre 7 % pour le secteur privé marchand. En France, l'ESS représente 10 % du PIB et 12 % des salariés du secteur privé. La future loi annoncée par le gouvernement permettra de renforcer son développement. »
Jean-Michel Laxalt, président de l'institut Montparnasse, Pour un XXI^e siècle solidaire.



AIDES PUBLIQUES

PENSÉE GLOBALE, ACTION LOCALE

Le Conseil général vient de revoir son dispositif d'aide aux communes et aux acteurs publics locaux. Négociée sur des critères précis, la répartition de l'enveloppe sera plus juste, mieux adaptée aux réalités et aux besoins de chaque territoire.



L'air de rien, c'est une révolution. Son nom: la nouvelle politique de développement des territoires. Elle vient d'entrer en application en ce début d'année. De quoi s'agit-il? Le Conseil général consacre chaque année quelque 50 millions d'euros d'aide aux projets d'investissements publics menés par les communes et leurs structures intercommunales. Avant, ces financements étaient accordés au cas par cas, en fonction de chaque demande. Ici pour la construction d'une salle des fêtes ou d'une station d'épuration, là pour la réfection d'une église ou la rénovation d'un groupe scolaire. Ce saupoudrage, qui s'effectuait sans véritable vision d'ensemble, a pu conduire à certaines aberrations et à la multiplication d'équipements qui n'étaient pas toujours nécessaires. « *Aujourd'hui, nous sortons de cette politique de guichet pour entrer dans une logique globale de projets menés à l'échelle d'un territoire* » résume Marie-Pierre Cabanne, conseillère générale de Pontacq et vice-présidente chargée des politiques contractuelles de développement. Désormais, une enveloppe globale sera allouée pour quatre ans et répartie sur le territoire géographique défini par chacune des 32 intercommunalités des Pyrénées-Atlantiques.

Le calque de l'intercommunalité

Aujourd'hui, toutes les communes du département sont membres d'une intercommunalité¹. La nouvelle façon de procéder du Conseil général va donc dans le sens de cette

Groupe scolaire à Urdes.



OÙ VA L'ARGENT ?

Attribuée par le Conseil général, l'aide aux acteurs publics locaux finance des infrastructures, des équipements et des aménagements au service des citoyens. Il s'agit d'une aide à l'investissement. Elle ne peut pas être attribuée dans le cadre des dépenses de fonctionnement telles que les emplois. La liste suivante n'est pas exhaustive.

BÂTIMENTS ET ÉQUIPEMENTS COMMUNAUX

Écoles, installations sportives, équipements culturels, édifices religieux, voirie, aménagements de berges...

ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL ET DE SANTÉ

Centres d'accueil de l'enfance et de la jeunesse, centres de santé, établissement pour personnes âgées ou handicapées, maisons de retraite (hors construction et rénovation intégrale)...

MONUMENTS

Les monuments, le patrimoine bâti, hors monuments classés...

DÉCHETS ET RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT

Collecte des déchets, déchetteries, réseaux d'assainissement et de distribution d'eau potable, stations d'épuration...

HABITAT SOCIAL

Construction et rénovation de logements à loyer modéré...

LES ÉQUIPEMENTS ÉCONOMIQUES ET TOURISTIQUES

Zones d'activité commerciale et artisanale, stations thermales, bases de loisirs...



Trinquet à Hendaye

mutualisation des investissements et des équipements, déjà effective sur le terrain. « *Sans des intercommunalités fortes, les communes ne subsisteraient pas* » rappelle Charles Pelanne, conseiller général d'opposition et président de la communauté de communes de Garlin, également maire de Mont-Disse.

Le prisme des territoires permet d'adapter les aides financières aux réalités sociodémographiques du département. Autrement dit, il favorise une meilleure répartition des dotations en fonction des concentrations de population, de leurs richesses et de leurs besoins. « *Nous avons voulu cette réforme pour mieux tenir compte des évolutions politiques, économiques et administratives du département* » analyse Marie-Pierre Cabanne. « *Avec cette réforme, le Conseil général se pose en garant de la solidarité entre les territoires disparates des Pyrénées-Atlantiques* » appuie-t-elle.

Des portraits précis

Pour coller aux réalités du terrain, le Conseil général a dressé ce qu'il appelle des portraits de territoire. Ces tableaux chiffrés, quantitatifs et qualitatifs, livrent un état des lieux précis des 32 intercommunalités des Pyrénées-Atlantiques en matière d'économie, d'habitat, d'éducation, de sport, de culture, de solidarité envers les personnes âgées, de voirie, d'assainissement, etc. Ce diagnostic établit les forces et les faiblesses de chaque territoire. « *Il n'y pas de système parfait* » reconnaît Stéphane Coillard, conseiller général de Morlaàs. « *Mais les critères que nous avons établis sont*

lisibles par tous et ils permettent de gommer les iniquités précédentes » plaide-t-il.

Avec ce nouveau filtre, « *les communes les plus isolées bénéficieront des taux d'aide les plus élevés* » montre en exemple André Duchateau, conseiller général de Pau-nord.

Trois grands axes d'action

À la lumière du tableau précis des portraits de territoire, le Conseil général peut ainsi définir des lignes prioritaires de développement, avec un objectif clairement affiché par la vice-présidente Marie-Pierre Cabanne. « *Nous voulons nous rapprocher au plus près des populations pour assurer la solidarité du territoire, garantir son attractivité et l'inscrire dans une gestion durable. Ce sont là nos trois grands axes d'action.* »

Chargée de l'Agenda 21 et conseillère générale de Pau-ouest, Natalie Francq rappelle que « *la performance énergétique et l'accessibilité pour tous seront notamment prises en compte pour tous les projets financés* ».

Le président Georges Labazée a pour sa part tracé deux grands principes à ne pas perdre de vue. « *D'une part, les groupes scolaires seront prioritaires dans les discussions. D'autre part, chaque euro dépensé devra au final bénéficier aux habitants* » martèle le président de l'exécutif départemental.

Autour de la table

Fidèle à sa volonté de dialogue, le Conseil général a tenu à placer la négociation au cœur de son nouveau dispositif. Car si des priorités sont données, elles seront bel et bien discutées par tous les acteurs concernés. Les conférences de territoire seront le lieu de ces débats. Les premières se sont tenues en janvier et se poursuivront tout au long de ce premier semestre. Réunissant conseillers généraux,

Pâtinoire à Anglet

L'OBJECTIF EST DE MIEUX RÉPARTIR LES DOTATIONS EN FONCTION DES CONCENTRATIONS DE POPULATION ET DE LEURS RICHESSES



maires, élus locaux, présidents d'intercommunalité et de syndicats, elles sont le moment clé de l'attribution des aides. « Elles permettent à tous les acteurs institutionnels de se poser autour d'une table et de discuter de l'ensemble des projets qui les concerne » met en avant Marie-Pierre Cabanne.



PAROLE D'EXPERT

« Peu de départements ont engagé une démarche globale en matière d'aides publiques. Ici, les règles ont été clairement posées et des indicateurs retenus pour répondre à un souci d'équité. Les portraits de territoire apportent à tous des éléments objectifs de connaissance et les conférences de territoire amènent les élus des communes, des intercommunalités et des syndicats techniques à discuter ensemble des priorités. Ce dispositif permet de retenir les projets les plus utiles à tous, que l'on soit en zone rurale ou urbaine. En retour, les actions du Conseil général gagnent en cohérence et l'argent investi en efficacité. »

Damien Caudron, directeur général de l'agence d'urbanisme de l'agglomération lyonnaise, ex-directeur général de l'agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées (Audap).

le fonctionnement des territoires et à une perte de leur capacité de décision. Au contraire, tout doit être mis en œuvre pour responsabiliser les territoires et leur donner d'avantage d'autonomie dans le respect des priorités du département » pointe-t-il.

Un contrat pour quatre ans

Autre grande nouveauté de la réforme: un contrat de quatre ans scellera l'engagement réciproque du Conseil général et de ses partenaires. Il permettra notamment de s'assurer que tous les projets financés seront bien finalisés, ce qui n'était pas toujours le cas auparavant. Dans la foulée des conférences de territoire de ce début d'année, les premiers contrats devraient être signés d'ici le mois de juin.

Si les taux de subvention sont désormais cadrés par les indicateurs des portraits de territoire, l'enveloppe globale allouée par le Conseil général aux acteurs publics locaux est maintenue à un niveau identique aux années précédentes: 200 millions d'euros sur quatre ans, soit 50 millions d'euros par an. Ce montant est deux fois plus élevé que la somme moyenne consacrée à l'aide publique par les départements de même strate démographique. Ce que résume ainsi Philippe Garcia, vice-président du Conseil général, chargée des finances: « Nous voulons conserver un niveau d'intervention qui permette aux collectivités de mener à bien leurs projets et rester l'un des moteurs de l'activité économique ». ■

1. Laàs et Bellocq auront officiellement intégré une intercommunalité au 1^{er} janvier 2014.

Accompagner plutôt qu'arbitrer

Chaque négociation sera menée par les conseillers généraux des secteurs géographiques concernés, y compris ceux d'opposition. S'il n'y a pas de consensus, c'est le président du Conseil général qui tranchera. « Mais nous sommes là avant tout pour accompagner les acteurs publics locaux dans leurs choix, plus que pour arbitrer. Si leur projet est le fruit d'une décision collective, nous suivrons » lance Stéphane Coillard, conseiller général de Morlaàs.

« Il va falloir que les communes se parlent plus qu'avant et fassent des choix stratégiques » anticipe pour sa part Ferdinand Daguerre, président du syndicat d'eau et d'assainissement Ura, basé à Ustaritz. « Il y a notamment des investissements incompressibles à réaliser pour garantir, à un prix abordable et dans les années à venir, l'accès à une eau potable de qualité. »

« Il faut que les communes puissent réaliser les investissements dont elles ont besoin » insiste Bernard Dupont, conseiller général d'opposition et président de la communauté de communes d'Arzacq, également maire de Malaussanne. « Cette réforme va dans le bon sens. Mais elle ne doit pas être la porte ouverte à une immixtion dans

AU FINAL, CHAQUE EURO DÉPENSÉ DOIT BÉNÉFICIER AUX HABITANTS



Port de Ciboure

REPÈRES

Comment ça marche

LES ACTEURS

Les acteurs du territoire concernés par les aides du Conseil général sont les communes, les intercommunalités, les syndicats, les bailleurs sociaux ainsi que les gestionnaires des maisons de retraite publiques et associatives habilitées à recevoir les bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

LES CRITÈRES DE CALCUL

Afin de calibrer le montant des aides attribuées aux communes, le Conseil général se base sur des critères de calcul précis. Le potentiel financier de la commune, son effort fiscal ainsi que le revenu fiscal moyen par habitant permettent ainsi de déterminer le niveau de ressources d'une collectivité. À cela s'ajoute le mètre de voirie par habitant. Ce dernier critère pondère le niveau de ressources, notamment pour les petites communes qui doivent entretenir un important réseau de



routes. Cinq classes de communes ont été déterminées de la sorte, avec des taux d'intervention allant de 20 % à 40 % maximum. Des bonus sont prévus pour les communes de haute montagne ou les communes à fonction de centralité.

LES MAISONS DU DÉPARTEMENT

Le Conseil général va densifier sa présence sur le territoire des Pyrénées-Atlantiques. D'ici la fin de l'année, il ouvrira ses deux premières maisons du

département (MDD), à Mauléon et Oloron-Sainte-Marie. Au final, il est prévu d'en créer sept dans tout le département. Ces maisons fonctionneront comme des relais de proximité, des portes d'entrée sur les services du Conseil général. Leur mission sera d'accueillir, orienter et informer chaque citoyen sur les aides et services départementaux. Élus et acteurs publics y trouveront de même des interlocuteurs privilégiés. Ces maisons du département, trait d'union entre le Conseil général, les communes et les structures intercommunales, seront un outil majeur de la mise en place de la nouvelle politique d'aide aux territoires.

LA VOIRIE

La participation du Conseil général au financement des travaux de voirie des communes continue de s'effectuer selon le dispositif déjà en vigueur ces dernières années. Une enveloppe est dédiée à chaque maître d'ouvrage communal qui peut en

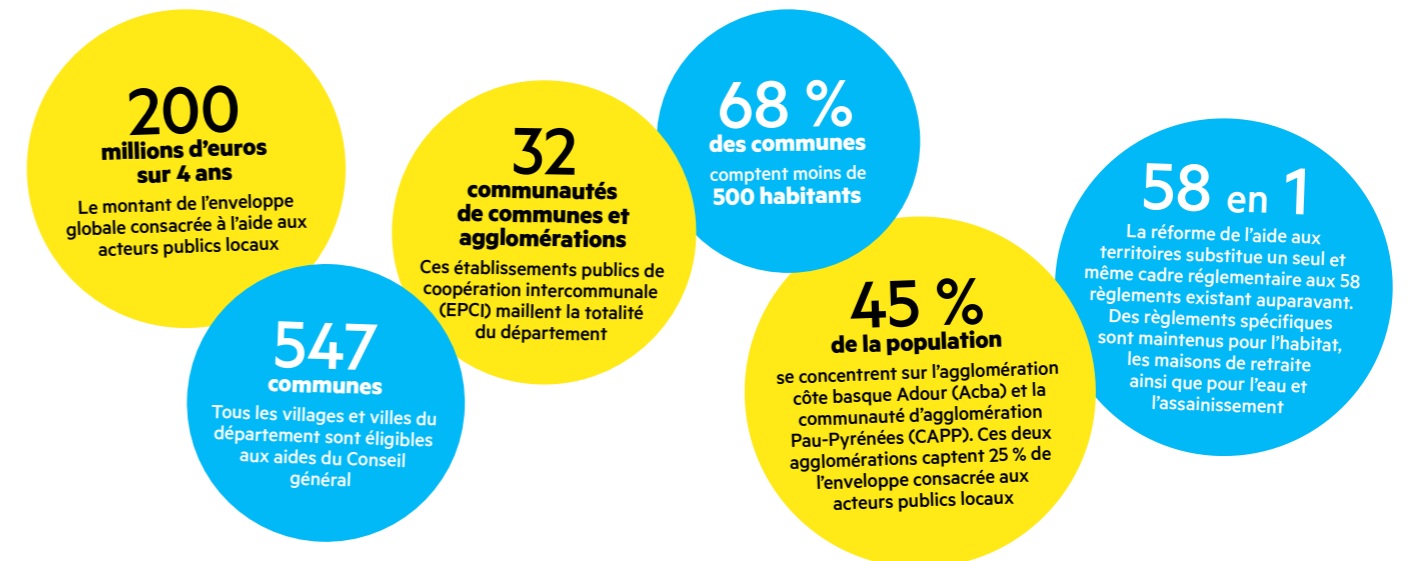
affecter la partie non consommée à d'autres projets.

LES TERRITOIRES

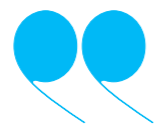
La politique du Conseil général en faveur des communes et autres collectivités locales était auparavant connue sous l'appellation d'aide aux tiers. Avec la réforme votée en novembre dernier par les conseillers généraux, elle prend désormais le nom de politique de développement des territoires. On la retrouve également sous la dénomination d'aide aux acteurs publics locaux.



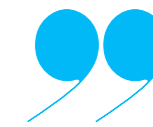
LE DÉPARTEMENT ET L'AIDE AUX TERRITOIRES



SECRET
D'ÉCO



L'aéronautique plein gaz



Berceau historique de l'aviation, les Pyrénées-Atlantiques comptent quelque 120 entreprises du secteur aéronautique. Cette industrie s'est développée dans le sillage de la première école de pilotage au monde, créée en 1909 à Pau par les frères Wright.

Aujourd'hui, le département abrite des noms mondialement connus: Turbomeca à Bordes, Dassault Aviation à Biarritz, Messier-Bugatti-Dowty à Bidos. Il faut y ajouter un important réseau de sous-traitance: bureaux d'études, entreprises de mécanique générale, fonderie, chaudronnerie, finition de pièces, électronique, matières plastiques, composites, peintures et traitements de surface. Ce tissu de PME-PMI travaille notamment pour Airbus, Boeing et Eurocopter, ou participe à la production des avions Rafale et autres Falcon.

Avec Bordeaux et Toulouse, les Pyrénées-Atlantiques et tout le bassin de l'Adour constituent la troisième pointe du triangle d'Aerospace Valley. Cette position géographique stratégique est renforcée par un savoir-faire qui a fait ses preuves. Alliée à une main-d'œuvre qualifiée, la volonté d'entreprendre a toujours permis à la filière de s'adapter aux évolutions technologiques et de rester dans la course économique.

Acteur du développement, le Conseil général accompagne et soutient par ses aides les entreprises du secteur aéronautique.

Lancée en 2011 et également pilotée par le Conseil général, l'ambitieux programme Nature & Technology se donne aujourd'hui pour mission de faire des Pyrénées-Atlantiques une référence en matière d'innovation et de développement durable. Son objectif est d'implanter des industries nouvelles qui œuvrent notamment à la création d'avions plus respectueux de l'environnement, moins polluants et moins gourmands. L'enjeu est aussi de permettre aux entreprises du territoire de prendre ce virage. ■

150 POSTES À POURVOIR

Dans le département, le secteur de l'aéronautique souffre d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Au moins 150 postes sont à pourvoir en 2013, tout particulièrement dans le domaine de la production: usinage, chaudronnerie, soudage, etc. En 2012, les entreprises des Pyrénées-Atlantiques ont déjà procédé à quelque 150 embauches, auxquelles il faut ajouter le renfort de plus de 200 nouveaux apprentis.

10 000 SALARIÉS

Situées au sein d'Aerospace Valley, premier pôle européen d'activités aéronautiques et spatiales comprenant Bordeaux et Toulouse, les Pyrénées-Atlantiques recensent 120 entreprises et plus de 10 000 emplois dans l'aéronautique, ce qui en fait le premier secteur productif du département.

3 ACTEURS MAJEURS

Trois acteurs industriels majeurs se trouvent à la tête de la filière aéronautique départementale: Turbomeca, Messier-Bugatti-Dowty et Dassault. Turbomeca, leader mondial des turbines à gaz de petite et moyenne puissance pour hélicoptères, emploie 4 000 personnes sur les sites de Bordes et de Tarnos (Landes). A Bidos, Messier-Bugatti-Dowty fabrique des tiges de trains d'atterrissage et compte 850 salariés. Dassault, installé à Biarritz-Anglet, assemble les fuselages et dérivés des avions Falcon. Son usine de 1 100 salariés produit également des parties de fuselage du Rafale.

528 APPRENTIS

Le Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFI), installé sur le pôle Aéropolis de Bordes-Assat, accueille cette année 528 apprentis. Les formations dispensées vont du CAP au diplôme d'ingénieur. Le CFI forme par ailleurs chaque année quelque 5 000 stagiaires, salariés en formation continue ou demandeurs d'emploi. À Bidart, l'École supérieure des technologies industrielles avancées (ESTIA) forme quant à elle des ingénieurs généralistes dans trois spécialités de l'aéronautique.

5 SOUS-TRAITANTS PRINCIPAUX

Les Pyrénées-Atlantiques abritent une soixantaine d'entreprises sous-traitantes spécialisées dans la mécanique générale. Cinq grands noms travaillent pour des donneurs d'ordre et emploient plus de 200 salariés. Il s'agit du groupe AD Industrie (Exameca à Serres-Castets et Micro Mécanique Pyrénéenne à Gurmençon), du groupe Ventana Aerospace (Fonderie Messier à Arudy et Micron Précision à Narcastet), du groupe Lauak (Eskulanak à Ayherre), de Mécanique Aéronautique Pyrénéenne à Serres-Castet, et enfin de PCC France à Ogeu-les-Bains.

11 LABORATOIRES

En matière de recherche, 11 laboratoires gravitent autour de la filière départementale. Leurs travaux portent notamment sur les nanotechnologies, les fluides, les systèmes d'information, les systèmes industriels et les matériaux.

10 MILLIARDS D'EUROS

C'est le chiffre d'affaires estimé des entreprises d'Aerospace Valley. Étendu sur les régions Aquitaine et Midi-Pyrénées, ce pôle de compétitivité mondial comprend 1 600 établissements et 120 000 emplois industriels. Il représente un tiers des effectifs nationaux du secteur. Aerospace Valley abrite également 8 500 chercheurs publics et privés, ainsi que deux grandes écoles aéronautiques et spatiales françaises, l'Enac et l'Isae.

60 HECTARES POUR AÉROPOLIS

Étendu sur plus de 60 hectares, le site Aéropolis de Bordes-Assat est spécialement dédié au secteur aéronautique. Il offre des espaces pour les activités tertiaires, logistiques et industrielles. Il comprend également un hôtel d'entreprises, un centre de formation, des salles de conférence, un restaurant et une crèche d'entreprises. Inauguré en 2010, il a nécessité un investissement de 32 millions d'euros. Le Conseil général a participé à ce financement à hauteur de 2 millions d'euros et d'une avance remboursable de 5 millions d'euros.



EC 145 de la Sécurité Civile de Pau. Motorisé par deux Arriel 1E2 de Turbomeca. Copyright: J. Sigalas - Turbomeca



Les ingénieurs d'Aérodrones travaillent notamment à la mise au point de missions de surveillance maritime: recherche de pollutions, de déchets dérivants, d'hommes à la mer...

TECHNOLOGIE

AÉRODRONES MET DE L'INTELLIGENCE DANS L'AIR

La jeune société installée à Bidart développe des solutions de contrôle et d'exploitation des données aériennes. Elle travaille également sur un projet de surveillance maritime.

Le grand public a découvert leurs silhouettes futuristes lors des guerres du Golfe et d'Afghanistan. Les drones, engins volants sans pilote et commandés à distance, ont longtemps été cantonnés à des fonctions purement militaires. Mais l'an passé, l'État a autorisé leur utilisation dans le domaine civil.

Une aubaine pour Aérodrones et son dirigeant fondateur Hubert Forgeot, un pionnier en la matière. Installée à Bidart sur la Technopole Izarbel, la société créée en 2006 est spécialisée dans le contrôle et l'exploitation des drones, qu'ils soient à voilure fixe comme les avions, à voilure tournante comme les hélicoptères, ou qu'il s'agisse de ballons. « Un nombre

impressionnant d'acteurs est arrivé sur le marché des drones grâce à l'ouverture de la réglementation. Il faut ajouter à cela le boom des drones jouets pilotables via un smartphone et que l'on trouve dans les magasins grand public » met en avant Hubert Forgeot. « Certains professionnels, comme des photographes ou des sociétés audiovisuelles, ont également

fait leur apparition. Fin 2012, 80 sociétés françaises avaient obtenu l'autorisation de faire voler un drone alors qu'elles n'étaient qu'une dizaine en début d'année » pointe le patron d'Aérodrones.

Retrouver un homme à la mer

La PME basque ne fabrique pas de drones. Elle fournit des solutions pour leurs opérateurs. Elle met au point des programmes destinés à commander les engins à distance et à leur fournir un plan de vol. Aérodrones analyse et traite également les données et les images aériennes enregistrées par des drones ou des avions de surveillance. En quelque sorte, les huit ingénieurs de l'entreprise mettent de l'intelligence dans ces objets volants. Aérodrones travaille pour le secteur de la défense et pour des groupes phare comme Thales dans le domaine de la sécurité civile. Avec la société espagnole Aerovision,

l'entreprise de la côte basque participe aujourd'hui à un projet porté par le cluster aquitain Aetos, spécialisé dans les services et systèmes de drones. « Baptisé Troisième œil du marin, ce projet consiste à réaliser des missions de surveillance maritime dédiées à la recherche de pollutions, de déchets dérivants ou d'hommes à la mer... » confie Hubert Forgeot. « Nous allons pour cela utiliser des traitements automatisés de détection qui vont augmenter de manière importante le rendement des appareils. L'œil humain a ses limites, même s'il y a toujours un homme derrière un drone » sourit-il. Un autre projet d'envergure est annoncé: la surveillance de pipelines pour le groupe pétrolier Total. Cette année, Aérodrones compte bien multiplier ses partenariats, notamment à l'export. Pour conquérir ces marchés étrangers, l'entreprise bénéficie notamment d'une aide du Conseil général. En 2012, Aérodrones a déjà doublé son chiffre d'affaires. Une prise d'altitude prometteuse. ■

Hubert Forgeot, le patron d'Aérodrones



Un prix de l'innovation

Les compétences de son équipe de recherche et développement ont récemment été récompensées: Hubert Forgeot a reçu le prix de l'innovation Thales pour son projet de système de navigation adapté aux mini-drones. C'était en septembre dernier, lors du salon international UAV Show Europe à Mérignac.

Une carrière dédiée à la recherche

Ingénieur en électronique et informatique, Hubert Forgeot est issu du prestigieux Conservatoire national des arts et métiers (Cnam). Il a suivi, à HEC Paris, un cycle de formation dédié à la création d'entreprises innovantes. Il a travaillé pendant trois ans à l'Office national d'études et recherches aérospatiales (Onera). Hubert Forgeot a également collaboré pendant quatre ans avec la Direction générale de l'armement (DGA).

Béarnais-gascon-occitan - Graphie béarnaise PRABADE Petites entreprises, granes bertùts

L'ecounomie e la bertùt nou se-n abiénn pas toustém. Lou Counsèlh generàu qu'amuche que las poudém maridà, ou au mènch « pacså-les ». Qu'éy çò qui bòu ha lou houns de crescude durablè qui ba da augàn las purmères subbencioús. Aquères ayudes que soun en purmè ta las petites enterprèses de mènch de 10 salariàts. Que poudèràn despèné aquère mounède entà ha prabà la loue actibitàt hénns lou lou parsà e creà emplècs. Las enterprèses aydades qu'aberàn tabé d'engadyà-s entà permètè lou progrès souciàu taus lous emplegàts e medich ta las loues praticues. Entàd acabà, aquéth houns de crescude durablè qu'a de mià-les à respectà méy la nature, sustotùt entà l'estaubià. « Çò qui bòu lou houns de crescude durablè qu'éy d'engadyà las enterprèses à amelhourà-s à de bounes. Que boulém aydà-les au lou prèrs-hèyt entà tirà méy en dabàn que çò d'oubliçat e à seguì ù anà méy atrebit e aymadoù de bertùt, qui respouñiè aus besòügns de la prabade durablè » ce dits en quàuquès mouts Marie-Christine Aragon, counsèlhère generale de Bayoune-èst, delegade entàu coumèrce, ta l'artisanàdyè e ta las PME-PMI.

Petites entreprises, grandes vertus

Le Conseil général a créé un fonds de croissance durable qui permet aux petites entreprises de se développer et de créer des emplois. Les bénéficiaires de ces aides devront s'engager à favoriser le progrès social auprès de leurs personnels et à valoriser des modes de production plus respectueux de l'environnement.



AGROALIMENTAIRE Cochon du Sud-Ouest: c'est tout bon!

Le porc produit dans les Pyrénées-Atlantiques bénéficie désormais d'une indication géographique protégée. Cette IGP Porc du Sud-Ouest couvre une zone de 22 départements. Elle profitera surtout à 300 exploitants installés au Pays basque et en Béarn. « Ce label sera créateur de richesse » a rappelé Georges Labazée à l'annonce de la nouvelle, fin janvier à Bruxelles. Le jambon de Bayonne était déjà estampillé IGP, un gage de qualité dont les consommateurs sont de plus en plus friands. Maintenant, c'est le cochon tout entier qui va en profiter. Et tous les amateurs de charcuteries, coustous et autres confits de porc avec !



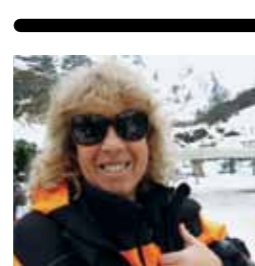
SÉCURISER LE DOMAINE

Sur le secteur de Cotch, avant l'ouverture de la station, Marie-Laure Claverie met en place les filets de protection et les panneaux de signalisation interdisant les pratiques hors-piste. Les pisteurs-secouristes interviennent tout au long de la journée pour inspecter, baliser et sécuriser le domaine. En dehors de leurs missions premières, ils sont également là pour orienter et informer le public.

... Marie-Laure Claverie, pisteuse-secouriste à Gourette

Prêts à intervenir à tout moment, les pisteurs secouristes assurent la sécurité des skieurs. Dès les premières lueurs du jour, ils sont à pied d'œuvre pour inspecter et baliser le domaine.

Huit heures. Il fait encore nuit sur Gourette. Le ballet parfaitement réglé des dameuses illumine la station. Dans le local situé sous l'arrivée de la télécabine du Ley, Marie-Laure Claverie vient de rejoindre ses collègues pisteurs-secouristes. On se salue rapidement. Dans une heure, les premiers skieurs arriveront sur les pentes. Après une formation spécialisée, Marie-Laure Claverie a intégré en 1991 l'équipe des 17 pisteurs-secouristes de Gourette. Originaire de Gère-Bélesten, petit village voisin de la vallée d'Ossau, elle est ici dans son élément. « Si l'on n'est pas passionné, on ne fait pas ce métier » lâche-t-elle en enfilant son équipement. Elle jette un coup d'œil au tableau de service. Affectation : Haut Préhistorie et Cotch. Deux secteurs qu'elle connaît sur le bout des spatules, comme tout le reste du domaine.



30 KM DE PISTES

Gourette compte 30 km de pistes pour tous les niveaux de pratique, de l'apprentissage à la glisse sportive. Pour une qualité de glisse optimale, elle dispose d'un parc de six dameuses et d'une usine à neige équipée de 159 enneigeurs. La station de La Pierre-Saint-Martin, tournée vers l'apprentissage et la découverte, déploie quant à elle 25 km de pistes. Sa garantie neige est assurée par une usine alimentant 55 canons haute pression.

d'adrénaline, c'est aussi ce que l'on aime lance-t-elle. Lorsque les conditions sont plus difficiles, Marie-Laure Claverie et ses confrères artificiers déclenchent préventivement les avalanches qui pourraient menacer la sécurité du public. La mission n'est pas sans risque, même pour un professionnel expérimenté. Marie-Laure Claverie est la seule femme « *servant avalancheur* » de la station. « *On manipule des explosifs que l'on déclenche à distance à l'aide d'un système télécommandé* » détaille-t-elle. Ces produits sont biodégradables et deviennent inactifs au bout de 8 heures en cas de non-explosion.

Marie-Laure Claverie participe également aux missions d'héligrenadage qui consistent à éliminer les avalanches par voie aérienne.

Pause déjeuner. Même durant son repas, Marie-Laure Claverie se tient prête à intervenir. Elle reste en contact radio permanent avec l'équipe restée sur les pistes. Skis rechaussés, elle assure son tour de surveillance. Dans son sac : pelle, sonde, détecteur de victimes d'avalanche (DVA), trousse à pharmacie. De quoi intervenir au plus vite. Appel radio. Un skieur vient de tomber. Marie-Laure Claverie entre en action. En moins de cinq minutes, elle est sur la zone d'intervention avec la barquette qui permettra, si nécessaire, de redescendre le blessé à la station. Tous formés aux premiers secours, les pisteurs de Gourette ont effectué quelque 400 interventions la saison dernière. ■

Un contact radio permanent

Une demi-heure plus tard, Marie-Laure Claverie sécurise le secteur du Cotch, à 2100 mètres d'altitude. Son indispensable marteau en main, elle met en place les filets de protection et la signalétique interdisant le hors-pistes. Elle scrute le haut de la montagne. « *La journée s'annonce belle et agréable. Mais il faut avouer que certains jours, avec le vent et la neige, ça bastonne dur. Les montées*



UN ŒIL RIVÉ SUR LA MÉTÉO

Le métier de pisteur exige une attention permanente aux évolutions du ciel. Celles-ci peuvent en effet modifier le manteau neigeux et dégrader rapidement les conditions de sécurité publique. Tous les jours, les pisteurs se rendent à la station météo située à proximité des pistes. Précipitations, températures de l'air, vitesse du vent, profondeur de la couche neigeuse, hauteur de neige fraîche : toutes ces données sont soigneusement consignées et étudiées. Ces précieux relevés sont ensuite transmis directement au centre Météo-France de Pau-Uzein.



EN HAUTE SAISON, PLUS DE 200 EMPLOIS

Les pisteurs-secouristes de Gourette et de La Pierre-Saint-Martin sont salariés de l'établissement public des stations d'altitude (Epsa). L'Epsa gère par délégation les deux stations dont est propriétaire le Conseil général. En haute saison, il emploie un peu plus de 200 personnes, soit 64 permanents et quelque 150 saisonniers : conducteurs de remontées mécaniques, dameurs, techniciens de neige de culture, électriciens, mécaniciens, hôtes de vente, personnels de restauration... Sur le site du petit train de la Rhune, dont il est gestionnaire, l'Epsa salarie également des conducteurs, agents de gestion du trafic et de maintenance, personnels de vente.

CHANSON

ANNE ETCHEGOYEN: “LE PAYS BASQUE M’INSPIRE”

La chanteuse originaire de Saint-Palais, connue de la France entière, trouve dans ses racines le moteur de sa créativité. Ouverte aux cultures du monde, elle prépare un nouvel album.

Il y a dix ans, invitée à la garden-party présidentielle, elle chantait dans les jardins de l'Élysée. Un mois plus tard, le monde entier tombait sous le charme de sa voix cristalline interprétant La Marseillaise lors de la cérémonie d'ouverture des championnats du monde d'athlétisme au Stade de France. La carrière d'Anne Etchegoyen était lancée. Pourtant, c'est presque contrainte et forcée qu'elle intègre à l'âge de huit ans la chorale d'enfants de Saint-Palais, sa ville natale où la famille Etchegoyen tient une entreprise de négoce de volailles depuis plus d'un siècle. « Ma mère, qui chantait dans la chorale d'adultes, nous a inscrit avec ma sœur... et je n'avais pas du tout envie d'y aller » sourit-elle. « Mais je me suis prise au jeu dès le deuxième cours et j'ai tout de suite été sensible à la pureté des voix d'enfants. »

« Je n'ai jamais eu une telle prétention »

À 13 ans, elle s'illustre dans un concours de chants basques. Elle frappe à nouveaux les esprits un an plus tard, au Festival international de la chanson francophone. « Je m'étais classée 11^e sur 274 candidats, parmi lesquels se trouvaient de nombreux professionnels. J'étais donc très fière. » Après ses années de conservatoire et d'études commerciales à Bayonne et Bordeaux, elle décide que la chanson sera son métier. En 2000, elle rencontre l'un de ses modèles, l'auteur-compositeur Pier-Pol Berzaitz, et participe à sa comédie musicale,

Euskal spiritu. Anne Etchegoyen devient alors « la nouvelle voix du Pays basque ». « Je n'ai jamais eu une telle prétention ! Il s'agissait d'un terme accrocheur de marketing. C'est peut-être parce qu'il y avait un peu plus de médiatisation autour de mon projet que l'on me surnommait ainsi... Et puis tout le monde sait que le Pays basque, c'est beaucoup de voix d'hommes ! » Elle a d'ailleurs collaboré avec de nombreux chœurs masculins, tels Aizkoa et Adixkideak.

« Une source d'inspiration sans fin »

Après l'enregistrement d'un premier CD 2 titres, l'année 2005 marque la sortie de son tout premier album solo, *Otentik*. Le disque comprend notamment des collaborations avec Pier-Pol Berzaitz ainsi qu'avec l'un des chanteurs du célèbre groupe polyphonique corse I Muvrini. Il est suivi en 2008 par *Pachamama*, témoin de sa découverte et de sa passion pour l'Amérique latine. En 2010 sort *Adelante*, dont le clip éponyme est réalisé par Fabien Onteniente, l'un des rois du box-office à qui l'on doit *Camping*, *Disco* ou *Turf*. À travers son répertoire, aux influences basque, espagnole et latino-américaine marquées, Anne Etchegoyen revendique une inspiration étroitement liée à ses origines bas-navarraises. « L'amour de la terre, des peuples, mais aussi l'échange, les rencontres, la route... tous ces thèmes, finalement assez universels, sont pour moi naturels parce que je vis au Pays

basque, une terre qui recouvre beaucoup de trésors et de richesses. J'aime courir ici, j'aime voir la mer et en tournant la tête admirer les montagnes. C'est une source d'inspiration sans fin. Cela se traduit logiquement dans le choix de mes textes. Dans mon prochain disque, il y aura par exemple une chanson sur la place de Bidart, où j'habite... mon premier texte écrit en basque ! » Ce nouvel opus, au concept inédit, sur lequel la chanteuse souhaite par superstition garder une part de mystère, devrait sortir cet été. ■



AA, la voix de l'Aquitaine

Outre la préparation de son prochain album, Anne Etchegoyen continue à promouvoir son label AA, abréviation d'artistes aquitains. « Sa création est liée à mon affection pour ma région et ses richesses qui se trouvent à portée de main », explique-t-elle. « Le professionnalisme des artistes aquitains n'est pas assez mis en valeur. Je regrette qu'ils ne soient pas assez programmés dans tous les festivals organisés dans la région. Chaque première partie d'un concert devrait d'office être assurée par un artiste local ! Et je ne dis pas ça pour moi parce que mon répertoire n'a pas sa place dans ces grands festivals. »

Le chanteur de reggae soul David Cairol, originaire d'Anglet, est le premier à avoir signé avec AA. En juillet dernier, il s'est d'ailleurs produit avec succès aux côtés d'Anne Etchegoyen sur la scène du concert d'ouverture des 80^e fêtes de Bayonne. Quelque 10 000 personnes s'étaient pressées autour de la place Paul-Bert ! « L'objectif est de proposer chaque année un concert gratuit mais aussi d'organiser un tremplin avec des artistes de la région » met en avant la chanteuse. « Le principe est d'instaurer un cachet unique pour tous les artistes, chanteurs et musiciens. L'édition 2013, pour laquelle j'espère la participation de partenaires publics et privés, pourrait se dérouler sur une plage... »



PAROLE D'ÉLU

« Créé par Anne Etchegoyen, ce qui constitue un gage de qualité, le label AA est une belle initiative au service des artistes locaux. Attaché lui aussi à la défense de la culture et de la langue basques, le Conseil général soutient par exemple la fabrique d'arts de la rue Harri Xuri, installée à Louhossoa. En partenariat avec de nombreuses associations locales et grâce à ses deux compagnies en résidence permanente, l'une de théâtre, l'autre de cirque, ce projet culturel permet de proposer des spectacles gratuits ou au tarif maximum de 5 euros dans les salles de la communauté de communes Errobi. »

Vincent Bru, conseiller général d'Espelette.



En tournée en avril

Accompagnée en alternance par Michel Hoareau et Jérôme Levatois, Anne Etchegoyen reprendra en avril sa tournée guitare-voix jusqu'à la fin de l'été au moins. Ces concerts par intimistes (voix et guitare acoustique), passeront notamment par l'Argentine, la Gironde, le Pays basque... et des chapelles sur les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle.

LA MONTAGNE DESCEND DANS LES QUARTIERS

À PAU, LA MAISON DE LA MONTAGNE RENSEIGNE TOUS LES PUBLICS. AU CŒUR DU QUARTIER BERLIOZ, ELLE EST DEVENUE UN ACTEUR SOCIAL MAJEUR DU DÉPARTEMENT. UNE STRUCTURE UNIQUE EN FRANCE.



Émilie de Bailliencourt et Damien Maurice, les deux salariés de la Maison de la montagne: offrir aux habitants du quartier l'occasion de découvrir les Pyrénées.

On nous demande parfois pourquoi la Maison de la montagne est située dans le quartier Berlioz et non pas au cœur d'une vallée. Il y a 13 ans, ses fondateurs ont imaginé un lieu de ressources qui ne se résume pas à la rencontre de montagnards burinés mais qui offre aussi aux habitants des quartiers l'occasion de découvrir notre massif » retrace Damien Maurice, le jeune directeur de la structure. Rapprocher les gens, être un lieu d'information et un espace de culture: voilà les trois raisons d'être de la Maison de la montagne. « Le grimpeur qui sèche sur Internet sait qu'il trouvera ici l'information qui lui manque » pointe

Nicolas Watteau, membre de l'association. Et pour cause: la Maison de la montagne est une véritable mine d'informations. Depuis son ouverture, les dons des sympathisants n'ont jamais cessé d'enrichir son fonds documentaire. Si bien qu'elle est devenue aujourd'hui un pôle de ressources unique en France.

« On ne se contente pas de parler »

La littérature alpine côtoie ici les livres sur les montagnes du monde et les ouvrages régionalistes se pressent contre des publications techniques. Dans les rayonnages, toutes les

revues montagnardes, en français ou en espagnol, sont disponibles. « Nous renseignons tout le monde, de l'alpiniste chevronné au randonneur débutant » illustre Émilie de Bailliencourt, l'une des deux salariées.

Avec la ferme volonté de permettre à chacun de mieux comprendre la montagne et ses enjeux, l'association multiplie les projets. « Chaque année, nous concentrons nos travaux autour de quatre thématiques. Notre champ d'intervention s'étend du pastoralisme à la géologie, en passant par l'ours ou les rapaces » énumère Damien Maurice. De quoi permettre à la Maison de la montagne de nourrir un calendrier fourni de conférences, expositions et autres

rencontres avec des auteurs, photographes ou conférenciers. Un véritable travail de fond complété par la publication de topo-guides, édités avec le soutien du Conseil général et de Rando Éditions. « On ne se contente pas de parler ou d'écrire. L'édition d'un topo-guide sur la vallée d'Aspe et le chemin de la Mâtire a par exemple donné lieu à une rencontre sur site entre les amateurs aguerris de montagne et le public des quartiers » raconte Damien Maurice. L'enjeu est aussi de faire de la montagne un terrain d'insertion. Le projet le plus emblématique, Montagne pour tous, offre une journée à ceux qui ont rarement l'occasion d'arpenter les sentiers, en particulier les personnes en fauteuil. « Nous pouvons tout autant faire

découvrir l'escalade à des jeunes que mener des collaborations approfondies, comme celle lancée cette année avec l'association Trisomie 21 des Pyrénées-Atlantiques » illustre Damien Maurice. L'opération Patrimoine et Insertion invite par exemple des jeunes, parfois en très grande difficulté, à transformer des cabanes de bergers en abris de montagne pour randonneurs. Lors du Défi Ossau, ce sont des jeunes du quartier paloïs de l'Ousse-des-Bois qui gravissent le pic du Midi d'Ossau. Pour les structures sociales et les établissements scolaires du département qui souhaitent bâtir des projets dans les Pyrénées, la Maison de la montagne est désormais devenue un interlocuteur incontournable. Mieux, une référence. ■



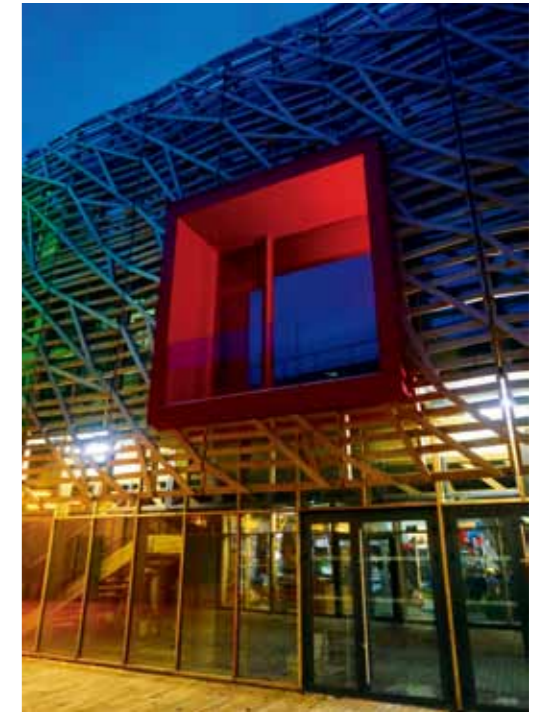
Lors du Défi Ossau, ce sont des jeunes du quartier paloïs de l'Ousse-des-Bois qui gravissent le pic du Midi d'Ossau.

Des jeunes ont transformé des cabanes de bergers en abris de montagne pour randonneurs.



L'opération Montagne pour tous offre une journée à ceux qui ont rarement l'occasion d'arpenter les sentiers.

Tous les mercredis, des jeunes des centres sociaux de Pau s'initient à l'escalade.



La Cité des Pyrénées est ouverte

Conçue comme une porte d'entrée vers les Pyrénées, la Cité des Pyrénées vient d'ouvrir ses portes au cœur du quartier Berlioz, à Pau. Ouverte à tous, six jours sur sept, elle regroupe trois associations: Club alpin français, Amis du parc national des Pyrénées et Maison de la montagne. On y trouve également des artisans spécialisés dans l'équipement montagnard. Aux côtés de ce pôle spécifique, la présence de la MJC Berlioz assoit un peu plus la vocation initiale de favoriser les rencontres entre montagnards et habitants des quartiers.

2 610 topo-guides en téléchargement

Sur le site Internet de la Maison de la montagne, vous aurez accès à un vaste catalogue de recueils et ouvrages. Vous pourrez aussi télécharger pas moins de 2 610 topo-guides! lamaisondelamontagne.org

Une association de 250 adhérents

Née en janvier 2000, la Maison de la montagne est une association qui compte 250 adhérents. Ses membres accompagnent notamment des jeunes en montagne ou participent à l'organisation de rencontres et conférences. Le Conseil général est un partenaire de la première heure de la Maison de la montagne.



► Groupe Forces 64 Quel avenir pour notre territoire ?

Le Conseil général a toujours eu pour vocation d'accompagner les territoires dans leurs différents projets. Nous attendions, avec impatience, la décision modificative n° 3 et le débat sur la réforme de l'aide aux tiers publics. L'exécutif socialiste a ainsi décidé de modifier le dispositif d'aide aux communes que nous avions mis en place. Un système d'aide aux communes et intercommunalités où le Conseil général se plaçait comme accompagnateur des projets, des priorités. Une coopération basée sur des critères objectifs, permettant une solidarité réelle.

Nous craignons que cette réforme de l'aide aux tiers publics ne mette en place un déséquilibre irréversible au sein de nos territoires, favorisant la centralité.

Nous redoutons que la mise en place d'un tel système ne soit un frein à la liberté d'entreprendre des élus, amenant la perte de l'identité de nos territoires et le recul des services publics.

Face à ces incertitudes, le groupe Forces 64 a déposé plusieurs amendements lors de la session plénière du 29 novembre dernier. Certains ont été approuvés par l'exécutif actuel :

1 - Le volet sur l'eau, l'assainissement et les rivières sera exclu, si nécessaire, au bout de six mois ;

2 - À notre demande, l'exécutif s'est engagé à rétablir à l'identique, après réforme, les enveloppes financières destinées aux zones rurales. Toutefois, nous ne pouvons que regretter les rejets de nos propositions visant à prendre en compte les particularités des communes de montagne au même titre que celles de haute montagne, ou encore celle de nous appuyer sur des critères que nous jugeons plus objectifs.

Nous serons donc très vigilants sur la mise en place de cette réforme et attentifs à l'engagement fort de notre institution départementale pour préserver un développement équitable et harmonieux de nos territoires.

Forces 64

André Arribes, Bernard Auroy, Vincent Bru, Jean-Louis Caset, Bernard Dupont, Jean-Marc Grussaute, Béñat Inchauspé, Jean Lassalle, Jean-Jacques Lasserre, Jean-Pierre Mirande, Jacques Pédéhontaà, Charles Pelanne, Josy Poueyto, Denise Saint-Pé, Juliette Séguéla

► Groupe UMP Baisse des dotations de l'État : un coup dur pour notre département

Alors que le précédent gouvernement avait prévu un gel des dotations aux collectivités territoriales en 2011 et 2012, provoquant l'indignation de la gauche qui n'hésitait pas à parler « d'étranglement financier », la nouvelle majorité a annoncé que le gel serait poursuivi en 2013 et envisage de baisser l'aide de l'État de 750 millions par an pour 2014 et 2015, ce qui représenterait 2,25 milliards de moins par rapport à 2013.

Si cette décision est un véritable revirement des socialistes qui témoigne de leur hypocrisie face à la crise et au déficit public minorés, voire niés, durant la campagne électorale, c'est avant tout un coup dur pour l'ensemble des collectivités territoriales.

Pourtant, comme le soulignait il y a encore un an l'exécutif départemental, les collectivités locales contribuent à hauteur de 70 % à l'investissement public et tirent la croissance vers le haut. Cette baisse des dotations sera donc synonyme d'une moindre commande publique, donc moins d'emplois et plus de fracture sociale.

Pour notre département qui a un haut niveau d'investissement avec 180 millions d'euros votés en 2012 pour soutenir nos communes et nos entreprises, les perspectives sont donc sombres et les solutions insatisfaisantes : maintenir notre capacité d'action dans les territoires et donc augmenter nos recettes fiscales et la dette, ou réduire voire abandonner le financement de certaines politiques publiques au détriment de notre département et de ses habitants.

Une situation que ne laissait pourtant pas envisager l'engagement 54 du candidat Hollande qui garantissait les dotations des collectivités territoriales à leur niveau actuel.

**Max Brisson
et les élus du groupe UMP et apparentés**
Barthélémy Aguerre, Francis Courouau, Philippe Juzan,
Jean-Baptiste Lambert, Claude Olive



► Groupe des élus de gauche Investir pour l'emploi et la croissance

Le département des Pyrénées-Atlantiques a réalisé 190 millions d'euros d'investissements en 2012. La majorité de gauche au Conseil général a honoré ses très nombreux engagements et ceux des exécutifs précédents.

En deux ans, nous avons rattrapé plusieurs années de retard pris sur les projets en matière d'eau et d'assainissement. La plupart des collèges publics du département auront été rénovés ou reconstruits à l'horizon 2016 : cela représente 30 millions d'euros d'investissements. Nous rattrapons les déséquilibres territoriaux en matière de travaux de voirie. Nous serons très certainement le seul département à maintenir en 2013 l'aide aux investissements des communes et intercommunalités à un tel niveau : 200 millions d'euros sur quatre ans. Grâce au département, les communes peuvent refaire leur voirie, mettre aux normes les stations d'épuration, construire des bâtiments publics (écoles, mairies...) neufs et modernes.

Nous aidons aussi les industriels, artisans, agriculteurs ou commerçants à se développer par des aides adaptées. Ces aides ciblées, qui font l'objet de contrats et d'évaluations, sont les leviers qui rendent notre territoire toujours plus attractif.

Pour mémoire, le précédent gouvernement a supprimé l'autonomie fiscale des départements pour la remplacer par des dotations et des taxes particulièrement improductives en période de crise économique. Cela affecte les finances départementales, au moment où les « dépenses » sociales augmentent : avec la crise, beaucoup de nos concitoyens, de tous âges, sont en grande difficulté. Nous serons donc vigilants quant à la réforme sur la prise en charge de la dépendance qui revêt une importance capitale pour l'avenir des départements.

**Pour le groupe de la gauche
Margot Triep-Capdeville**



ATELIER GRATUIT MASSAGE DE BÉBÉ

avec le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

Vous souhaitez vivre des moments d'échanges privilégiés avec votre bébé à travers le toucher, le voir s'apaiser et s'ouvrir à la communication ?

Venez partager un temps de convivialité en vous inscrivant au groupe massage-bébé, ouvert aux enfants de la naissance à la marche, accompagnés de leurs parents.

Inscriptions et renseignements

Maison de la Solidarité départementale de Billère

Tél. 05 59 72 03 03

Maison de la Solidarité départementale de Nay

Tél. 05 59 61 04 83


PYRENEES
ATLANTIQUES
CONSEIL GENERAL
www.cg64.fr

